

Nouvelles locales des jeudi 19 et vendredi 20 mars 2015

@rib News, 20/03/2015 | Politique - Le parti Sahwanya Frodebu estime que les conseils du président Jakaya Kikwete Mrisho sur la légalité des candidatures au Burundi sont comme les autres que le président de la République a dû en recevoir de la part des autres grandes responsables du monde entier. Le vice-président de ce parti considère que le président Nkurunziza ne peut pas se prvaloir de ne pas avoir eu de conseils suffisants à ce sujet. Selon lui, le chef de l'Etat tanzanien n'est pas comme les autres du moment que si le Burundi a des problèmes, il est le premier à en souffrir les conséquences puisque ce pays accueille des réfugiés burundais. Par ailleurs, il estime que son poids dans la sous-région est important tant donné que c'est lui qui dirige actuellement la Communauté de l'Afrique de l'Est. Le président de la République doit écouter et de prendre en considération les conseils lui prodigués aussi bien par ses homologues, les Burundais et plus particulièrement les membres de sa propre formation politique.

[rtr/rpa/bonesha/isanganiro]

- La CENI commence ce samedi le travail d'enregistrement des électeurs qui ne se sont pas fait inscrire lors de la première tranche. Le travail va durer trois jours, c'est-à-dire de samedi 22 mars au lundi 23 mars. Il va se dérouler dans les mêmes places que celles ayant abritées le premier enregistrement. Au même moment, les agents de la CENI continueront à corriger les irrégularités que les inscrits auront constatées sur les listes déjà affichées.

[rtr/rtnb/rpa/bonesha/isanganiro] - La Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme se dit préoccupée par l'intolérance politique qui devient de plus en plus grande au fur et à mesure que l'on s'approche des élections. Le président de cette commission, il s'observe un climat de nervosité qui engendre une agressivité verbale, des destructions des permanences et insignes des partis politiques, des tentatives d'assassinat, des emprisonnements arbitraires. Frère Emmanuel Ntakarutimana précise qu'elle a ajouté des dossiers brûlants comme celui de l'Église des trois religieuses de Kamenge et la candidature du président Nkurunziza aux élections prochaines qui se font couler beaucoup d'encre et de salive. Il estime que cela devrait être traité d'une manière prudente et sérieuse par les politiciens par la voie du dialogue qui, selon lui, est la seule capable de conduire le pays dans une paix durable. Il demande à la CENI d'être prudente et de se préparer à gérer des contentieux issus des élections.

[rtr/rpa/rtnb/bonesha/isanganiro] - Les organisations de la société civile engagées dans la campagne dite "Non au 3^e mandat du président Nkurunziza" font savoir que leur campagne va continuer pour empêcher le président à violer la Constitution et les Accords d'Arusha. Selon Vital Nshimirimana, il y a des doutes sur la situation actuelle du pays où l'on commence à observer des phénomènes de tentative d'assassinat contre les épouses des opposants pour lesquels sont contre ce mandat illégal. Il interpelle le frère du président de la République pour qu'elle conseille de laisser tomber ce mandat afin de donner une chance aux burundais de vivre une paix durable. Il rappelle qu'ils vont impérativement descendre dans les rues si cette candidature est annoncée et estime qu'il ne s'agira pas d'une manifestation comme certains le pensent, mais que c'est le président lui-même qui les aura incités à manifester. [rpa/bonesha] - Le porte-parole de la coalition RANAC Dushayure Uburundi réconforte les membres de cette dernière que la loi est claire et que donc personne ne peut les empêcher de se présenter aux élections en tant que coalition des indépendants. Tacier Sibomana fait savoir que les propos du ministre de l'Intérieur ne valent rien du tout du moment que la loi est claire et que personne n'est au dessus de celle-ci. Il estime qu'ils ont ainsi le droit de se présenter aux élections même si le ministre de l'Intérieur lui voit que les coalitions des particuliers ne sont pas permises. [bonesha/isanganiro]

- L'ancien bûcheron de Bujumbura trouve que l'obstacle du bon déroulement des élections est la CENI elle-même. Selon Maître Isidore Ruyikiri, ce n'est pas la candidature de Nkurunziza qui cause problème puisque même si cette dernière n'est pas présentée, la CENI va s'arranger pour faciliter le candidat présenté à la place de Nkurunziza. Il trouve que de la CENI de tout rejeter de la part des opposants ne vise qu'à protéger les intérêts du parti au pouvoir afin qu'ils continuent à gouverner. Il estime par ailleurs que la CENI n'est pas mieux outillée pour être indépendante et demande même sa dissolution afin de mettre en place une autre commission véritablement indépendante. [isanganiro/rtr]

- La Communauté Islamique du Burundi (COMIBU) se dit contre le 3^e mandat du président Nkurunziza. Selon le représentant de la commission de gestion transitoire de cette communauté, cette candidature serait synonyme de mépris à l'égard du peuple burundais concernant des accords conclus dans le cadre de la bonne gouvernance. Haruna Nkunduwigwa estime par ailleurs que son pouvoir est manifesté par le non-respect des intérêts de la communauté islamique du Burundi à tel point qu'elle reste divisée sous l'influence de ce même pouvoir. Il demande à tous ceux qui ne se sont pas fait inscrire d'aller faire dans cette période de prolongation afin d'exercer leur droit de voter et de changer les choses. Il estime par ailleurs que personne ne devrait pas être distrait par cette question de la candidature de Nkurunziza qui n'a même pas raison d'être. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr] | Société - Lors d'une conférence de presse animée ce vendredi par les porte-parole des institutions publiques du Burundi, le porte-parole du président de la République a annoncé que les décisions de la CNTB qui ne feront pas l'unanimité entre les parties ne vont pas être mises en application. Léonidas Hatungimana a fait savoir que les seules décisions qui seront exécutées sont celles qui sont acceptées par les protagonistes. Celles qui ne sont pas acceptées seront exécutées si et seulement si le président de la République met son accord. Il précise que cette décision va rester en vigueur jusqu'après les élections tenant à ajouter qu'elle est de nature à faciliter le bon déroulement des élections et empêcher l'embarras de la situation. Cette décision est valable sur toute l'étendue du territoire du Burundi, a-t-il annoncé.

[rpa/bonesha/isanganiro/rtnb] | Économie - L'Association Burundaise des Consommateurs (ABUCO) dénonce les propos de la ministre du commerce et de l'industrie qui a affirmé que les importateurs des produits pétroliers sont endettés et qu'il n'y a pas de devises au pays pour qu'ils puissent aller payer leurs dettes. Selon le porte-parole de l'association engagée par ailleurs dans la lutte contre la vie chère, il est clair que la ministre s'est fait porte-parole des importateurs des produits pétroliers au lieu de regarder l'intérêt de la population. Pierre Nduwayo estime par ailleurs qu'il est incompréhensible que les devises manquent seulement pour les produits pétroliers et pas ailleurs dans d'autres

domaines. Il demande au gouvernement de prendre les choses en mains afin que la situation se normalise au profit de la population en particulier et de l'économie nationale en général. [rpa/bonesha/isanganiro] - Lors de cette même conférence de presse animée par les porte-parole des institutions, le porte-parole de la deuxième vice-présidence de la République a souligné que les devises ne manquent pas au Burundi. Melchior Simbaruhije a affirmé qu'il est ainsi incompréhensible comment les produits pétroliers manquent cruellement dans le pays. Selon lui, les importations de ces produits des mois de janvier et février suffisent à couvrir même une importation qui fait défaut au mois de mars puisqu'elles étaient supérieures aux quantités utilisées. Les mêmes informations ont été reprises par le porte-parole du ministère des finances et celui du ministère du commerce. Il a ainsi annoncé que le gouvernement se penche sur la question de savoir s'il agit d'une pénurie proprement dite ou autre chose et sur la destination des 35 millions de dollars que la BRB a donnés aux banques partenaires de ces importateurs de ces produits. [rpa/bonesha/isanganiro/rtr/rtnb]